

Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2468  
20 novembre 2015  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **lutte**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **La « guerre contre le terrorisme » ne fait que nourrir le terrorisme**



# **La barbarie du monde nous rattrape**

# Quand la barbarie du monde nous rattrape

Au moins 129 morts et plus de 300 blessés; les terroristes qui ont frappé le soir du 13 novembre ont tué froidement et méthodiquement le plus de femmes et d'hommes qu'ils ont pu: ceux qui étaient en terrasse, les spectateurs du Bataclan, ceux qui se trouvaient au Stade de France.

Ils ont tué indistinctement, au hasard, pour terroriser. Face à un tel déferlement de barbarie, on ne peut être que saisi d'horreur. Rien ne peut justifier de telles tueries. Ces actes viennent d'ennemis de toute l'humanité et par conséquent d'ennemis des travailleurs.

Alors que nous sommes tous bouleversés, les principaux dirigeants profitent de cette émotion pour que l'on se taise et se range derrière leur politique. Lundi après-midi, toute la classe politique s'est solennellement réunie en Congrès pour en appeler à l'unité nationale derrière elle. La veille, Hollande avait reçu Sarkozy et Le Pen à l'Élysée.

Ils nous parlent d'unité, mais est-ce que la droite et le FN vont cesser leur surenchère nauséabonde contre les musulmans et les étrangers? Est-ce que le gouvernement mettra fin à ce climat de méfiance généralisée? Bien sûr que non! Avec l'état d'urgence et le durcissement des mesures policières, il faut s'attendre à la multiplication des contrôles au faciès et à la suspicion généralisée qui fera le lit des pires racistes.

Pour Hollande, Sarkozy et Marine Le Pen, «l'unité nationale» consiste à s'unir derrière eux pour faire la guerre. Même si la droite et le FN critiquent la politique de Hollande qui serait encore trop laxiste, ils nous ordonnent tous de faire bloc derrière l'État et de soutenir l'effort de guerre, d'accepter l'état d'urgence et la limitation des libertés. Et si on ne soutient pas cette voie guerrière, c'est qu'on est avec les djihadistes, accusent-ils!

Eh bien, ne nous laissons pas impressionner par ce genre de chantage! Il faut dénoncer ET les terroristes, ET les responsabilités de l'État français.

Les djihadistes de Daech exercent une des dictatures les plus féroces qui soient dans les régions qu'ils dominent. Ils rackettent les populations, les forcent à vivre selon des préceptes moyenâgeux, réduisent les femmes en esclavage et liquident ceux qui ne pensent pas comme eux. Leurs victimes sont autant musulmanes que chrétiennes, preuve s'il en faut

qu'il ne s'agit ni d'un « choc des civilisations » ni « d'une guerre de religions » mais d'une lutte pour le pouvoir et pour les richesses de la région.

Mais ces monstres ne sont pas sortis de rien. Pour maintenir leur domination dans cette région du Moyen-Orient qu'ils avaient colonisée, les dirigeants des pays impérialistes n'ont jamais hésité à s'appuyer sur les pires régimes, sur des dictatures moyenâgeuses comme l'Arabie saoudite ou sur l'État d'Israël qui opprime le peuple palestinien.

Et lorsque cela leur arrangeait, ils ont armé des groupes et manœuvré pour faire naître des oppositions. En Irak, les États-Unis ont renversé Saddam Hussein, détruit son armée et mis en place un régime qui a exclu les sunnites. On retrouve aujourd'hui ces derniers à la tête de Daech.

Les grandes puissances ont déclenché la « guerre contre le terrorisme » il y a 14 ans, après l'attentat du World Trade Center. À l'époque, il y avait un ou deux foyers terroristes. Aujourd'hui, il y en a des dizaines. Loin d'éradiquer le terrorisme, ces interventions impérialistes les nourrissent.

Il y a un mois, des terroristes frappaient en Turquie, faisant 97 morts. Il y a quinze jours, un avion russe se crashait sur le Sinaï: 224 morts. Jeudi 12 novembre, à Beyrouth, une bombe a fauché 44 personnes. Quant à la guerre en Syrie, elle a déjà fait 250 000 morts. Alors, non, la barbarie n'est pas montée d'un cran depuis qu'elle a frappé Paris, elle nous a rattrapés.

La France ne peut pas être un îlot de sécurité et de paix dans un océan de misère et de guerres. Un monde où 67 familles possèdent l'équivalent de ce qu'ont, pour survivre, 3,5 milliards d'êtres humains, un monde où l'Afrique et le Moyen-Orient sont des eldorados convoités par les capitalistes mais des enfers pour leurs populations, ne peut qu'engendrer des monstruosité. On ne s'en débarrassera qu'en prenant le mal à la racine, c'est-à-dire en s'attaquant à la domination de ce système économique fou.

Alors, ne nous laissons pas enrôler dans cette union sacrée des impérialistes! Ne laissons ni Hollande, ni Sarkozy, ni Le Pen, parler en notre nom! Il est vital que nous, les travailleurs, quelle que soit notre origine, nous nous sentions une classe unie par nos intérêts, pour nous défendre contre cette minorité qui nous exploite et plonge le monde dans la barbarie.

## Au sommaire

LES ATTENTATS	DANS LE MONDE	CHU Angers	12
Leur guerre n'est pas la nôtre	3	D'Al-Qaida à Daech	8
Hargne et mensonge contre Lutte ouvrière et le NPA	3	Syrie	9
Un massacre atroce et inqualifiable	3	Liban	9
Le FN doublé sur sa droite	4	L'Europe et les migrants	9
L'extrême droite passe aux actes	4	Grèce: grève générale	10
Police et escalade sécuritaire	4	Suisse: trois jours de grève	10
Non à l'union sacrée	5	Irlande du Nord	11
		IL Y A 100 ANS	
		L'exécution de Joe Hill	11
		LEUR SOCIÉTÉ	
		CSG dégressive	12
		ENTREPRISES	
Nathalie Arthaud à la Mutualité	6	La situation des réfugiés à Calais	16
Participez à notre campagne	7	RATP: grève des bus	12
		Solidarité avec les migrants	16

## Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

# La France en guerre ? Leur guerre n'est pas la nôtre

Hollande, Valls, tous les politiciens et toute la presse répètent à l'envi que la France est en guerre. Cette guerre aurait officiellement commencé après les attentats contre le World Trade Center de New York, le 11 septembre 2001, et opposerait le camp des démocraties au terrorisme islamiste. Les massacres du vendredi 13 novembre à Paris en seraient le dernier développement.

Mais, quoi qu'en disent les commentateurs complaisants, ce monde de violences, de massacres, d'oppression et d'ignominies sans fin n'est pas né le 11 septembre, accouché par Ben Laden. Il est le résultat de l'expansion du capitalisme à toute la planète, une expansion qui s'est faite par le fer et par le feu, de la Chine à l'Afrique, du Moyen-Orient à l'Australie. Les populations ont été massacrées, réduites au travail forcé, déportées. Et, contrairement à ce que prétendent les défenseurs béats des démocraties impérialistes, cette domination prévaut encore, sous des formes à peine transformées.

Comment qualifier

autrement la situation d'une grande partie de l'Afrique, ravagée par les dictatures, les guerres civiles, les épidémies, mais où les mines fonctionnent sous la protection de gardes armés et où les casernes françaises sont là pour assurer l'ordre ? Qu'est-ce donc que le Moyen-Orient sinon le champ clos d'affrontements barbares, autour des richesses pétrolières, détenues, en fin de compte, par les impérialistes ou leurs agents ?

Alors oui, la France, du moins la France du capital, est en guerre. En guerre depuis longtemps pour piller le morceau de planète qu'elle s'est taillé à coups de fusil, le conserver contre les autres vautours,



Le porte-avions Charles-de-Gaulle va faire route vers la Syrie

le préserver contre les révoltes des peuples opprimés. Cette guerre a pris divers noms, expéditions d'Afrique ou du Tonkin, guerre du Rif, guerre d'Indochine ou d'Algérie et les multiples interventions d'aujourd'hui, aux noms poétiques, *Harmattan*, *Serval* ou *Sangaris*. La politique de terreur sur les

populations est la norme dans cette guerre séculaire, comme elle le fut en Europe il n'y a pas si longtemps, comme elle peut le redevenir ici. Les tueurs de Daech

ne sont hélas pas des extraterrestres, mais des rejetons de ce monde malade. Et c'est à cette maladie qu'il faut s'en prendre.

Paul Galois

## Hargne et mensonges contre Lutte ouvrière et le NPA

Au lendemain des attentats, les responsables politiques des grands partis ont tous annoncé « la suspension de la campagne électorale »... qui n'avait d'ailleurs pas officiellement commencé. Cela n'a pas empêché les mêmes de défiler sur toutes les chaînes de télévision et de radio. La prétendue « suspension » a surtout suspendu le peu d'interventions médiatiques auxquelles les courants révolutionnaires avaient accès, à commencer par Lutte ouvrière.

Mais ne pas donner la parole à notre courant n'a pas empêché certains journalistes et politiciens de nous calomnier. Au contraire, il est même plus commode de cracher sur un courant en transformant ses propos quand ceux-ci ne sont justement pas relayés.

Ainsi, sur le site Internet atlantico.fr, le journaliste Benoît Rayski a commis un article aussi injurieux que mensonger avec pour titre « *Oui, le carnage de Paris était prévisible ! Et le NPA et Lutte ouvrière sont là pour nous révéler que c'est*

*Hollande, Sarkozy, Le Pen et la bourgeoisie qui ont tout préparé...* » Il est inutile de citer plus cet individu dont la hargne envers l'extrême gauche se traduit par des injures.

Avec une audience nettement plus importante, le journal *Ouest-France* a publié, dimanche 15 novembre, un article déclarant que « *l'extrême gauche, en toute impunité, légitime le bain de sang en plaçant au même niveau la violence faite aux terroristes et la violence que les terroristes nous infligent* ». Dans la même édition, un article censé faire le résumé des points de vue des différents partis politiques écrit par le même éditorialiste, Michel Urvoy, résume les prises de position de Lutte ouvrière et du NPA sous le titre « *Ils excusent les tueurs* ». Que les bribes de citations venant ensuite ne permettent évidemment en rien de justifier cette présentation calomnieuse, ne gêne apparemment pas l'auteur. Ce sont sans doute son anticommunisme et son envie de « punir »

l'extrême gauche qui l'ont guidé, sûrement pas l'honnêteté intellectuelle.

Enfin, le 16 novembre sur France Inter, le député PS Malek Boutih a tenu à vomir sur les partis d'extrême gauche qui « *avec les communiqués qu'ils ont produits dans ces quarante-huit dernières heures sont tombés du côté du fascisme* ». Malek Boutih recycle les vieilles injures du stalinisme qui, à une époque, ne savait pas qualifier ses critiques de gauche autrement que d'« hitléro-trotskistes ».

Il n'y a pas à s'étonner de ces calomnies à l'encontre d'un courant révolutionnaire qui s'oppose à toute une propagande visant à défendre la politique de la bourgeoisie impérialiste alors qu'elle se trouve de plus en plus dans l'impasse. Les mouvements ouvrier et communiste en ont connu bien d'autres et d'une autre ampleur. Mais elles montrent ce que sont l'honnêteté et l'attachement aux « valeurs » d'une partie de la presse.

Pierre Royan

## Un massacre atroce et inqualifiable

Communiqué de Lutte ouvrière,  
le 14 novembre

Massacrer des gens dans une salle de spectacle, dans des bars et des restaurants, aux abords d'un stade ; ceux qui ont perpétré hier plusieurs attentats, à Paris et à Saint-Denis, ont voulu faire le maximum de morts, aveuglement. Ces attentats sont des actes ignobles. Nous exprimons notre émotion et toute notre solidarité avec les victimes et avec leurs proches.

Quelles que soient les idées dont se réclament ceux qui ont perpétré ces attaques, ce sont des ennemis de tous les travailleurs. S'il se confirme qu'il s'agit d'islamistes, leur violence procède de la même barbarie que celle des djihadistes syriens ou irakiens, qui cherchent, par la terreur, à mettre en coupe réglée des populations entières, à réduire les femmes en esclavage et à liquider tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

L'horreur des attentats perpétrés à Paris et à Saint-Denis renforce ceux que leurs auteurs prétendent combattre. Ils renforcent l'État français, qui instaure l'état

d'urgence et accroît les mesures policières. Ils renforcent l'extrême droite, ses discours haineux vis-à-vis des musulmans et des immigrés, et sa revendication d'un État plus fort.

Nous partageons entièrement l'émotion de la population, et en particulier de tous les proches des victimes de ces attentats. Mais nous n'avons aucune solidarité avec l'État français et avec ses dirigeants politiques. Ceux-ci ont une large part de responsabilité dans les guerres qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient, des guerres dont Paris a eu, hier soir, un écho sanglant.

C'est pourquoi Lutte ouvrière n'ajoutera pas sa voix au concert de l'unité nationale. Nous ne partageons rien avec les Hollande, les Sarkozy et les Le Pen. Toute notre solidarité va aux victimes et à leurs proches. Nous poursuivrons notre combat pour un monde débarrassé de l'obscurantisme, de l'injustice, de la domination impérialiste et de tous ses avatars.

Nathalie Arthaud

## Surenchères réactionnaires : le FN doublé sur sa droite

Devant le discours sécuritaire et va-t-en-guerre de Hollande au Congrès le 16 novembre, reprenant à son compte les mesures démagogiques de la droite que le PS dénonçait il y a encore quelques mois, les ténors des Républicains n'ont pu d'abord que se dire satisfaits, même le FN saluait les « bonnes inflexions » du président.

Mais une fois dissipé l'embarras devant les promesses d'expulsions plus rapides ou de déchéance de nationalité des binationaux soupçonnés de terrorisme, la course à l'électeur et les rivalités entre les leaders des Républicains pour occuper le devant de la scène médiatique ont repris. Ils s'en sont donné à cœur joie, en utilisant l'émotion

créée par les attentats, pour répandre tous les propos visant à faire des étrangers des boucs émissaires. Mariton a reproché à Hollande de ne pas avoir assez parlé d'« islamisme ». Bruno Le Maire a affirmé que « depuis des années la République recule face au salafisme ». Et jusqu'à Ciotti et Wauquiez exigeant l'ouverture de « centres d'internement »

pour les individus suspects de radicalisation, chacun est allé de son petit crachat. Non contente de réclamer l'ouverture de camps, la droite a joué avec la peur en tentant de créer un lien entre migrants et terroristes. L'inimitable Morano s'y est livrée sans surprise en évoquant une « armée de jeunes hommes qui arrivent en Europe ».

Mais au jeu du plus odieux, c'est toujours le Front national qui ressort gagnant. Marine Le Pen a fait feu de tout bois. Un coup contre les migrants en dénonçant des prétendues « lacunes énormes » dans

le contrôle des frontières européennes. Puis de façon contradictoire, mais que lui importe, en réclamant un « nettoyage indispensable des caves et des banlieues gangrénées par tous les trafics », Collard, député du Rassemblement bleu marine, a tenu son rang de nostalgique des guerres coloniales, accusant ceux qui gouvernent d'être des « traîtres à la nation » et appelant l'armée à « tirer à balles réelles » pour faire la chasse aux terroristes.

Amalgames scandaleux entre migrants, jeunes de banlieue et terroristes, appel à l'utilisation de moyens

de plus en plus violents par l'État, suppression des libertés : tous les moyens sont bons pour ces démagogues prêts à tout dans la chasse à l'électeur. Hollande avec ses propos sécuritaires ajoute sa propre eau sale à tous ces courants réactionnaires. Tous, en se servant des attentats, alimentent les préjugés et sèment la division entre travailleurs. C'est un piège grossier qui n'a rien à voir avec la lutte contre le terrorisme mais qui en revanche sert tous ceux qui voudraient voir la population marcher au pas.

Gilles Boti

## Extrême droite : l'occasion d'un passage à l'acte

Les attentats de Paris ont donné un prétexte à ceux qui expriment leur racisme sans retenue. On assiste à un regain – car ce n'est malheureusement pas nouveau – d'attaques contre des symboles de l'immigration ou de la religion musulmane, et parfois contre des personnes.

Depuis le 13 novembre, des mosquées, salles de prières, et même une boucherie halal, ont été taguées avec des croix chrétiennes ou gammées, à Créteil, Oloron et Pontarlier. La mairie d'Évreux a été souillée d'inscriptions racistes. À Barentin, en Seine-Maritime, les vitres d'un restaurant de kebab ont été cassées. Des coups de feu ont été tirés à proximité de la mosquée de Brest. Plus grave, un homme d'origine turque a été la cible de tirs à Cambrai.

De plus, la frange « identitaire » de l'extrême droite a organisé des rassemblements, comme à Reims où une dizaine de ses membres ont exhibé une banderole violemment nationaliste en marge d'un hommage aux victimes des attentats. À

Pontivy, dans le Morbihan, une manifestation de nationalistes bretons, prévue à l'avance, a rassemblé deux cents personnes le 14 novembre, éructant « on va tous les tuer, ils n'ont rien à faire ici » et s'en prenant physiquement à un passant maghrébin.

Aux marges du Front national, des groupes depuis plusieurs années s'affirment au travers de provocations et de manifestations, comme en 2013, quand les défilés réactionnaires contre le « mariage pour tous » leur avaient donné l'occasion d'affronter la police. Ces dernières années, des dizaines de leurs manifestations ont visé à dresser les travailleurs les uns contre les autres en fonction de l'origine ethnique ou de la religion.



Un petit groupe d'identitaires a voulu perturber la manifestation du 14 novembre, en hommage aux victimes, à Lille. Les identitaires ont été expulsés.

Cette frange, qui laisse le terrain électoral au FN, est numériquement très faible. Mais elle se montre de plus en plus active et voudrait profiter de la montée des idées réactionnaires et du climat de méfiance envers les migrants d'hier et d'aujourd'hui pour se manifester. Ainsi, le 4 novembre à Angers, une vingtaine de ces militants d'extrême droite ont

tenté d'empêcher la tenue d'une réunion publique du NPA aux cris de « Poutou au goulag ».

Ces gens-là s'inspirent directement des nazis des années 1930. Ils utilisent les préjugés racistes pour

recruter des troupes, avec l'espoir de pouvoir les utiliser s'ils le peuvent contre tous ceux qui ne leur plaisent pas, y compris les militants ouvriers et les travailleurs en lutte.

Lucien Déroit

## « Légitime défense » des policiers : escalade sécuritaire

Devant le Parlement réuni à Versailles après les attentats du 13 novembre, Hollande a annoncé notamment que « la question de la légitime défense des policiers » devra « être traitée ». Avant lui, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avait indiqué vouloir modifier les conditions dans lesquelles les policiers pourraient ouvrir le feu.

Avec cette déclaration, Cazeneuve avait cherché à faire un geste en direction des policiers qui avaient

manifesté. Pour cela, il avait repris à son compte un des thèmes favoris de la droite et de l'extrême droite. Ainsi, Sarkozy avait parlé le 3 novembre, lors de la présentation de son plan Sécurité, de « présomption de légitime défense » fustigeant le fait que les policiers n'aient le « droit de se servir d'une arme qu'à partir du moment où on leur tire dessus ». Le député de droite des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, avait déposé une proposition

de loi dans ce sens indiquant notamment qu'un « tueur fou » pourrait être visé, même une fois son arme rangée, en vertu d'un « danger imminent ».

Toutes ces déclarations s'inscrivent donc bien dans le cadre d'une politique de plus en plus ouvertement sécuritaire menée par Hollande et ses ministres, cherchant à apparaître aussi déterminés que la droite et l'extrême droite sur ce terrain.

David Marcil

## Les étranges alliés de Hollande

Après les attentats de vendredi 13 novembre à Paris, plusieurs hauts dignitaires de régimes particulièrement autoritaires et même dictatoriaux se sont empressés de condamner la violence de la tuerie, chacun y allant de son couplet contre la barbarie. L'Israélien Netanyahu, le bourreau de Gaza, a dénoncé le « terrorisme » ; le Turc Erdogan, qui a sur les mains le sang des Kurdes de Turquie, a prôné « la paix et la sécurité » ; l'Iran a parlé de « crime contre l'humanité ».

La palme du cynisme revient à l'Arabie saoudite, ce régime qui, depuis janvier, a déjà exécuté plus de 150 condamnés

à mort (soit une exécution tous les deux jours) ; qui lapide en place publique les couples adultères ; qui torture et enferme pour dix ans un blogueur ayant simplement critiqué la religion ; et qui vient de condamner un jeune manifestant à être décapité puis crucifié en place publique. Il a dénoncé, vendredi soir, 13 novembre, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, la « violation de toute éthique et de toute morale ».

Voilà les alliés que Hollande demande d'accepter pour condamner la violence barbare de Daech.

Julie Lemée

## Un piège politique : pas d'union nationale avec Hollande, Sarkozy, Le Pen !

**Lundi 16 novembre, trois jours après les attentats meurtriers, Hollande s'est exprimé devant les deux Assemblées réunies en congrès, à Versailles. La mise en scène était soignée : parlementaires, gardes républicains et journalistes au garde-à-vous, Marseillaise, retransmission en direct sur toutes les chaînes, discours martial prononcé au nom de la France éternelle.**

L'appel à l'union nationale a été répété sur tous les tons. Pour Hollande il ne s'agit pas seulement d'utiliser ce piège cent fois tendu à la population mais aussi de tenter de contraindre l'ensemble des politiciens à l'approuver. L'union nationale vise à faire taire les oppositions dans le propre camp du gouvernement, à tenter d'obliger Sarkozy et consorts à se ranger provisoirement derrière Hollande, et ramène pour un temps Le Pen à un rôle de figuration. Pour quelques jours, Hollande incarne ainsi l'État, tous les défenseurs de l'ordre social sont priés de s'aligner et la population de suivre. Les médias à l'unisson jouent de la grosse caisse sur le même thème.

Fort de ce soutien, Hollande a annoncé que la France allait intensifier ses opérations en Syrie. Des bombardements ont déjà eu lieu, d'autres vont intervenir, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* est sur le départ pour la

Méditerranée orientale. La politique de la canonnnière, en vigueur depuis deux siècles et qui a conduit à la situation actuelle, sera donc poursuivie.

Sur le plan intérieur, Hollande reprend à son compte les mesures prônées par la droite, voire l'extrême droite. Il exige la défense des frontières

extérieures de l'Europe contre les réfugiés, alors même que c'est le chaos engendré par l'impérialisme qui fait fuir ceux-ci. L'état d'urgence permet à la police d'intervenir, de perquisitionner, d'arrêter et d'assigner à résidence qui elle veut et comme elle veut. Les manifestations et rassemblements peuvent être interdits, au gré des autorités.

La droite ayant réclamé qu'on interne des milliers de personnes sur simple soupçon d'islamisme radical, Hollande s'incline et va demander au Conseil d'État si cela est légalement faisable. Le bruit fait autour

des mesures antiétrangers, des expulsions, des déchéances de nationalité des binationaux, des interdictions d'entrée du territoire, vise surtout à désigner des boucs émissaires. Les services de police, les effectifs des gardiens de prison seront renforcés. Les diminutions d'effectifs dans l'armée sont suspendues, ses crédits seront augmentés.

Pour faire face à ces dépenses, Hollande est prêt à creuser le déficit, car, a-t-il affirmé, « *le pacte de sécurité passe avant le pacte de stabilité* ». On suppose naturellement que, dans un esprit d'union nationale, les banquiers qui prêteront à

l'État de quoi payer la note le feront gracieusement, tout comme les marchands de missiles et les fabricants d'avions qui fourniront les troupes.

Enfin, peut-être pour justifier le déplacement de tous ces parlementaires à Versailles, Hollande a évoqué une obscure modification de la Constitution. Il s'agirait d'adapter les possibilités répressives aux nécessités du monde moderne en donnant encore plus de pouvoirs au président. Ainsi, Hollande au gouvernement, après avoir comme prévu poursuivi et amplifié la politique propatronale de ses prédécesseurs, après avoir porté coup sur coup aux travailleurs, reprend maintenant les habits de la droite : l'ordre, l'uniforme, les contrôles de police, les frontières, la restriction des libertés, les déclamations patriotiques.

Aucune de ces mesures n'arrêtera les tueurs de Daech. Ni les poses de Hollande ni ses Rafale n'éteindront les flammes d'où sortent les terroristes, au contraire. L'union nationale est seulement une façon d'attacher les travailleurs au char de leurs exploiters. C'est bien pourquoi il faut la récuser.

**Paul Galois**



Le Congrès face à Hollande entonnant *La Marseillaise*.

## Un concert auquel les travailleurs ne doivent pas ajouter leur voix

**Il n'était pas encore minuit vendredi soir 13 novembre que Hollande appelait à l'union nationale dans son premier discours après la terrible tuerie qui venait de se produire. Alors que les pompiers, les soignants et bien d'autres salariés se mobilisaient spontanément pour venir en aide aux victimes, leur solidarité humaine n'ayant pas eu besoin de discours pour s'exprimer, Hollande se servait déjà de l'émotion engendrée par ce drame pour tenter d'enrôler la population derrière sa politique.**

La solidarité envers les victimes de ces attentats n'a rien à voir avec l'union nationale. De même, le rejet et la dénonciation de la barbarie des djihadistes qui tuent aveuglément pour terroriser n'en ont pas besoin. Les appels à l'union nationale ne sont qu'une forme de chantage : soit avec les terroristes, soit derrière le gouvernement, en ordre et en silence.

Tout le week-end des 14 et 15 novembre, Valls a

multiplié les discours pour appeler à cette union, au nom de la guerre menée par la France contre le terrorisme.

La droite est bien d'accord avec Hollande et Valls sur leur politique guerrière et sécuritaire. Et les parlementaires de droite n'ont pas été en reste pour applaudir aux propos guerriers et entonner *La Marseillaise* à pleins poumons lors du Congrès. Malgré cela, les différents dirigeants de

la droite se divisent sur l'attitude à avoir. Certains comme Juppé embouchent les mêmes trompettes. En revanche Sarkozy, Morano et d'autres poursuivent leur jeu consistant à hurler au laxisme alors même que le gouvernement reprend leurs propres idées sécuritaires. Mais tous savent bien qu'ils mèneraient la même politique s'ils étaient aux commandes.

De son côté, même s'ils cherchent à faire entendre une voix légèrement différente, le PCF et le Front de gauche se rallient à leur façon à l'union nationale. Dans un communiqué signé de Pierre Laurent, le PCF appelle « *notre peuple à ne pas céder à la peur, à se rassembler pour la liberté, l'égalité et la fraternité, et pour la paix* ». Mais que veut dire, dans le contexte, « se rassembler », sinon l'unité nationale derrière

Hollande ? Sur la responsabilité des gouvernements français dans la situation du Moyen-Orient, le PCF se contente d'expliquer que « *La France est touchée par la guerre et la déstabilisation qui minent le Proche et le Moyen-Orient. La lutte contre le terrorisme appelle une mobilisation redoublée et des solutions internationales.* » Il n'y a là pas un mot de la responsabilité de l'impérialisme français. De son côté, Jean-Luc Mélenchon, s'il a fait entendre quelques critiques sur les mesures sécuritaires prises par le gouvernement, salue « *l'heureuse volte-face* » de Hollande sur la Syrie. C'est soutenir explicitement sa politique guerrière. Quant aux appels du PCF comme de Mélenchon pour une solution sous l'égide de l'ONU, il s'agit de la fumisterie habituelle demandant qu'elle fournisse une couverture

politique à des interventions militaires.

Accepter la guerre menée par le gouvernement en Syrie, ou plus généralement la politique de la France et de ses alliés impérialistes au Moyen-Orient, c'est accepter une des causes principales de l'aggravation du terrorisme islamiste. Oui, la France porte une responsabilité lourde dans la situation catastrophique du Moyen-Orient qui se traduit par l'existence de groupes terroristes comme Daech. L'affirmer et le dénoncer, ce n'est pas « excuser les terroristes » comme l'écrivent stupidement des journalistes. Au contraire, c'est défendre l'idée qu'un monde débarrassé de la barbarie, des guerres et de son cortège d'horreurs, ne pourra naître qu'en abattant le système impérialiste qui les engendre.

**Marion Ajar**

Nathalie Arthaud le 13 novembre à la Mutualité à Paris

## La campagne des listes Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs

Le 13 novembre au soir, la liste « Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs » présentée en Île-de-France pour les élections régionales tenait meeting à la Mutualité à Paris sous la présidence d'Arlette Laguiller et avec les candidats têtes de liste des départements de la région. On trouvera ci-dessous quelques extraits du discours de Nathalie Arthaud qui conduit cette liste au côté de Jean-Pierre Mercier.

Notables locaux, politiciens en herbe, médias: tous les acteurs ont pris place pour cette nouvelle comédie électorale que sont les élections régionales. Et c'est reparti pour les coups bas entre politiciens et les promesses bidon. Tous vont rénover les transports, les développer, les sécuriser, les rendre plus confortables et ponctuels. Les lycées, annonce Péresse, seront ouverts le soir, le week-end, pendant les vacances. Des logements sociaux, des logements intermédiaires ou encore des logements étudiants seront construits, s'engage Bartolone. Et promis juré, avec eux, le taux de chômage reculera en Île-de-France, et même l'air sera plus respirable...

Bref, ils feront demain ce qu'ils n'ont jamais réussi à faire. Ce que le PS n'a pas fait depuis les 17 ans qu'il dirige la région. Ce que la droite n'a jamais su faire quand l'UMP était à la tête de l'État. Cette comédie autour des programmes régionaux est ridicule.

### Rassembler politiquement les travailleurs conscients

Ce qui préoccupe les millions de femmes et d'hommes au chômage, en intérim ou en CDD, c'est d'avoir du travail. Et pour ceux qui en ont encore un, c'est de le conserver. Pour l'écrasante majorité des classes populaires, c'est une vie au jour le jour, la crainte de ne pas pouvoir boucler la fin du mois, la galère de se loger dignement.

Et cela fait des années, des décennies que le monde du travail vit et s'enfoncé dans cette précarité. Il y en a eu des élections et des alternances au pouvoir et cela n'a rien changé. Alors comment s'étonner que ces élections leur passent au-dessus de la tête?

Beaucoup nous disent « tout ça ne sert à rien ». Il n'y a pas à s'en étonner. Il y a à convaincre que si, le vote pour les listes Lutte ouvrière a une utilité: celle de montrer qu'il y a des travailleurs qui ont compris

que les grands partis ne représentent pas leur camp. Celle de rassembler politiquement les travailleurs conscients d'avoir des intérêts de classe à défendre.

Oh, le problème n'est pas d'être entendus de ceux qui gouvernent, car ces gens-là se moquent de ce que les électeurs peuvent signifier dans les élections. Mais il s'agit d'être entendus du monde du travail, il s'agit de montrer aux nôtres qu'une fraction ne se résigne pas, qu'il y a un camp auquel ils peuvent se rallier s'ils n'acceptent pas la situation. (...)

Tout en étant rivaux, le PS, Les Républicains et le FN sont profondément complices de l'ordre social capitaliste. Ils se concurrencent mais ils s'accordent pour jouer cette comédie électorale qui cache ceux

qui dominent réellement la société, la grande bourgeoisie et le grand capital.

Le FN a été parfaitement intégré au jeu politicien de la droite et du PS. Et ce n'est pas une chose nouvelle. Mitterrand, président de 1981 à 1995 avait déjà fait du FN une arme contre la droite. En 1986, il avait instauré un scrutin proportionnel aux élections législatives (...) Mais ce n'était pas par conscience démocratique, c'était pour diviser la droite et l'affaiblir à l'Assemblée. À l'époque, 35 députés du FN étaient entrés à l'Assemblée nationale.

### Le PS a fait le lit du FN

Aujourd'hui le PS se sert du FN pour essayer de conserver l'électorat qu'il a profondément écœuré. Cambadélis, le patron du PS, a même organisé un

pseudo-référendum pour pousser à l'union de la gauche.

Quant à Valls, en évoquant un éventuel retrait de la liste PS, voire sa fusion avec celle de la droite au second tour dans la région du Nord, il veut se poser en champion de la lutte contre le FN, en sauveur au-dessus des partis en quelque sorte parce que la lutte contre le FN est devenue son ultime argument électoral!

Valls parle de « drame » et de « catastrophe » si le FN parvenait au pouvoir. Mais à qui la faute si le FN monte aujourd'hui dans ces régions dominées par les socialistes depuis des décennies? À qui la faute si le PS a dégoûté son électorat le plus fidèle? Au nom de la lutte contre le FN, il faudrait oublier les 6 millions de chômeurs, les cadeaux



## Les réunions publiques avec les candidats

### Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine

#### Troyes

Vendredi 27 novembre à 20h - Hôtel du Petit Louvre rue Boucherat  
Avec Julien Wostyn, tête de liste régionale, et Pierre Bissey (Aube)

#### Metz

Samedi 28 novembre à 16h - FJT Étap'Habitat - 2, rue Georges-Ducrocq  
Avec Julien Wostyn et Mario Rinaldi (Moselle)

### Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes

#### Poitiers

Jeudi 19 novembre à 19h - Salle Timbaud de la Maison du Peuple rue Saint-Paul  
Avec Guillaume Perchet, tête de liste régionale, et Ludovic Gaillard (Vienne)

#### Angoulême

Samedi 21 novembre

à 17h - MJC Louis Aragon - Place Vittoria  
Avec Guillaume Perchet et Olivier Nicolas (Charente)

### Bordeaux

Mardi 24 novembre à 20h30 - Athénée municipal, place Saint-Christoly  
Avec Guillaume Perchet, Élisabeth Faucon (Haute-Vienne) et Ludovic Gaillard (Vienne)

### et la participation de Nathalie Arthaud

### Auvergne, Rhône-Alpes

#### Montluçon

Vendredi 20 novembre à 18h30 - Salle Salicis - 1, rue Lavoisier  
Avec Chantal Gomez, tête de liste régionale, et Michel Lachaume (Allier)

#### Lyon

Mardi 1<sup>er</sup> décembre à 19h - Palais de la Mutualité 1, place Antonin-Jutard (Lyon 3<sup>e</sup>)  
Avec Chantal Gomez et la participation de Nathalie Arthaud

### Bourgogne, Franche-Comté

#### Besançon

Mardi 24 novembre à 18h - Kursall, salle Bidault  
Avec Claire Rocher, tête de liste régionale et Michel Treppo (Doubs)

#### Vesoul

Jeudi 26 novembre à 18h - Espace François-Villon  
Avec Claire Rocher et Daniel Rouillon (Haute-Saône)

### Bretagne

#### Redon

Lundi 23 novembre à 18h30 - Centre social, salle Groix - 5, rue Guy-Pabois  
Avec Sandra Chirazi (Ille-et-Vilaine)

#### Saint-Brieuc

Mercredi 25 novembre à 20h30 - Petite salle de Robien  
Avec Valérie Hamon, tête de liste régionale, et Martial Collet (Côtes-d'Armor)

### Vannes

Jeudi 26 novembre à 18h - Palais des Arts  
Avec Mathieu Piro (Morbihan)

#### Lorient

Vendredi 27 novembre à 18h - Cité Allende, rue Colbert  
Avec Valérie Hamon et Mathieu Piro (Morbihan)

#### Fougères

Vendredi 27 novembre à 18h30 - Les Ateliers, rue des Frères-Dévéria

### Centre, Val-de-Loire

#### Tours

Mercredi 25 novembre à 20h - Centre de vie du Sanitas  
Avec Farida Megdoud, tête de liste régionale, et Jean-Jacques Prodhomme (Indre-et-Loire)

#### Chartres

Jeudi 26 novembre à 20h - Centre culturel Edmond Desouche - 19, place du 19 mars à Lucé  
Avec Farida Megdoud et Marie-José Aubert (Eure-et-Loir)

### Châteauroux

Vendredi 27 novembre à 18h30 - Maison des associations, Espace Mendès-France  
Avec Farida Megdoud et Véronique Gélinaud (Indre)

#### Orléans

Samedi 28 novembre à 15h - Salle des Chats Ferrés, rue des Chats-Ferrés  
Avec Farida Megdoud et Claude Trepka (Loiret)

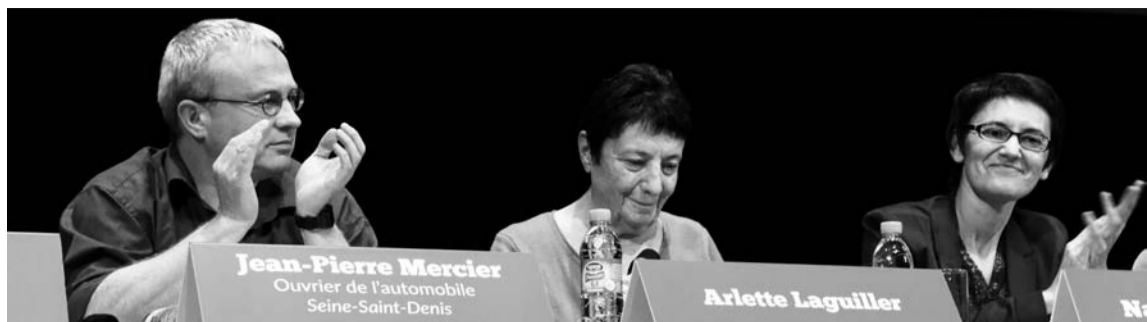
### Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées

#### Tarbes

Vendredi 20 novembre à 18h30 - Salle Brauhauban - 47, rue Brauhauban  
Avec Sandra Torremocha, tête de liste régionale, et François Meunier (Hautes-Pyrénées)

#### Pamiers

Samedi 21 novembre à 17h - Salle des Capelles, place Eugène-Soula  
Avec Sandra Torremocha et Gisèle Lapeyre (Ariège)



au patronat, sa politique antiouvrière? Mais se taire est pire, se faire le complice du PS ne ferait que renforcer le FN dans la classe ouvrière.

Faire du Front national le diable en politique relève d'une manipulation (...) Tout cela pour nous faire croire qu'il y a un gouffre séparant tous ces partis. Tout cela pour faire peur aux travailleurs, quand c'est le PS lui-même qui est en train de porter les coups! Tout cela pour nous faire oublier que c'est lui, le PS, qui a fabriqué le FN en abandonnant son propre électorat!

Le summum du ridicule est atteint quand la droite elle-même se pose en rempart contre le FN. En quoi un Estrosi, qui voit dans l'islam une cinquième colonne en France, peut-il être un rempart contre Marion Maréchal Le Pen en Provence-Alpes-Côte-d'Azur? Il est la copie de l'original! Il a choisi la droite pour écurie il y a bien longtemps, mais qui peut jurer qu'il n'en changera jamais pour celle du FN? Il ne serait pas le premier!

Le parti des Républicains, c'est le parti de Copé et de ses pains au chocolat prétendument arrachés par des voyous qui voudraient imposer le ramadan à leurs

copains, c'est le parti de Sarkozy qui compare les migrants à une fuite d'eau, c'est le parti de Morano et de « la France pays de race blanche », c'est le parti du ministère de l'Identité nationale. En quoi tous ces gens peuvent-ils lutter contre les idées du FN quand ils contribuent à les véhiculer eux-mêmes!

Dans la lutte contre les idées infectes du FN, la droite et le PS ne sont que des planches pourries et leurs appels à faire barrage au FN dans les urnes relèvent du chantage.

À tous ceux qui sont légitimement inquiets de la montée du FN, nous disons que l'influence du FN dans la classe ouvrière vient de ce que les travailleurs ont perdu confiance dans leurs propres perspectives. Elle provient du désarroi engendré par la trahison et les reniements de partis qui prétendaient représenter leurs intérêts.

(...)

## Exprimer une politique de classe

Dans ces élections, certains à gauche nous reprochent de ne pas nous être ralliés au Front de gauche et d'être une liste de plus, à gauche de la gauche.

Mais nous ne sommes pas une liste de plus. Nous sommes les seuls à nous présenter pour faire entendre les idées de la lutte de classe, les seuls à affirmer que les travailleurs ont le droit et le devoir d'intervenir politiquement sur la base de leurs intérêts d'exploités car il n'y a qu'eux et leurs luttes qui offriront une issue pour la société.

Contrairement à Pierre Laurent du PC ou à Jean-Luc Mélenchon du PG, nous ne disons pas que Sarkozy ou Hollande sont à l'origine de tous les reculs subis par les travailleurs. Ce n'est pas une question de politicien et ni même de politique mise en œuvre. C'est fondamentalement une question de rapport de force entre d'un côté la bourgeoisie et de l'autre les exploités.

(...)

Voilà pourquoi il n'est pas question pour Lutte ouvrière d'abandonner l'expression d'une politique de classe au profit d'on ne sait quelle combinaison électorale. Et à plus forte raison il n'est pas question de noyer le langage de la lutte de classe pour s'acoquiner avec des partis ou des regroupements de déçus de la gauche qui se détournent du PS au pouvoir après l'avoir aidé à s'y hisser!

## Participez à notre campagne

Les idées portées par les listes Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs ne peuvent compter que sur la mobilisation de ceux qui se reconnaissent dans notre campagne et dans la volonté d'opposer un programme de lutte pour les intérêts vitaux des travailleurs à la guerre de classe que mènent aujourd'hui le patronat et ses serviteurs politiques, de droite comme de gauche.

Pour que notre programme soit défendu et popularisé, il faut que militants, sympathisants, tous ceux qui se sentent solidaires de ces idées s'en fassent les relais dans leur quartier, leur entreprise, en faisant circuler des tracts, en collant des affiches, en parlant dans leur milieu et en y appelant à voter pour faire entendre le camp des travailleurs, à voter Lutte ouvrière!



## Notre campagne sur internet

En consultant le site de Lutte ouvrière, retrouvez toutes les informations :

- Dans la rubrique « élections régionales », l'actualité de la campagne avec l'agenda des réunions publiques et la présentation des listes ;
- Dans la rubrique « en région », tous les communiqués et les brèves en réaction

à l'actualité politique locale, sur les sites régionaux ;

- Et dans la rubrique « multimédia », pour retrouver toutes les interventions dans les médias de notre porte-parole nationale Nathalie Arthaud et de nos candidats têtes de listes régionales ou départementales.

## Les réunions publiques avec les candidats

### Toulouse

Vendredi 27 novembre à 20h30 – Salle du Sénéchal, rue de Rémusat  
Avec Sandra Torremocha

### Montpellier

Samedi 28 novembre à 15h30 – Salon du Belvédère, Le Corum – Esplanade Charles-de-Gaulle  
Avec Sandra Torremocha et Maurice Chaynes (Hérault)

### Nord, Pas-de-Calais, Picardie

#### Douai

Vendredi 20 novembre à 18h30 – Salle Jean Faveau, salles d'Anchin, rue Fortier  
Avec Roger Marie (Nord)

#### Solesmes

Samedi 21 novembre à 14h – Salle Casanova – rue Halette  
Avec Éric Pecqueur, tête de liste régionale

### Laon

Samedi 21 novembre à 16h30 – Salle des Dynamiques – rue de Breuil, Cité des cheminots  
Avec Anne Zanditénas (Aisne)

### Amiens

Mardi 24 novembre à 19h – Salle Dewailly (face à la piscine du Coliseum)  
Avec Éric Pecqueur

### Maubeuge

Vendredi 27 novembre à 19h – Salle Jean Jaurès à la Mairie, place du Docteur Pierre-Forest  
Avec Anne Zanditénas (Aisne)

### Creil

Vendredi 27 novembre à 19h – Au Centre de rencontres – 1, rue de Valois  
Avec Éric Pecqueur et Roland Szpirko (Oise)

### Dunkerque

Lundi 30 novembre à 18h30 – Salle polyvalente des Glacis – avenue des

Maréchaux de France  
Avec Françoise Millot et Jacques Volant (Pas-de-Calais)

### Normandie

#### Évreux

Mardi 24 novembre à 19h, Maison de quartier de la Madeleine  
place John-Fitzgerald-Kennedy  
Avec Pascal Le Manach, tête de liste régionale, et Mélanie Peyraud (Eure)

#### Caen

Mercredi 25 novembre à 20h30  
Centre des Congrès 13, avenue Albert-Sorel  
Avec Pascal Le Manach et Pierre Casevitz (Calvados)

#### Alençon

Jeudi 26 novembre à 18h – Salle Hervieu, allée Louise-Hervieu  
Avec Pascal Le Manach et Charlotte Séchet (Orne)

### Dieppe

Lundi 30 novembre à 18h30  
Petite salle de la Mairie  
Avec Pascal Le Manach et Valérie Foissey (Seine-Maritime)

### Pays de la Loire

#### Nantes

Vendredi 20 novembre à 20h30 – Salle de la Manu 10 bis, boulevard Stalingrad  
Avec Eddy Le Beller, tête de liste régionale, Céline L'Huillier (Maine-et-Loire), Martine Amelin (Mayenne), Yves Cheère (Sarthe) et Gilles Robin (Vendée)

et la participation de Nathalie Arthaud

### Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### Aix-en-Provence

Jeudi 19 novembre à 19h – Salle Voltaire  
rue des Muletiers  
Avec Isabelle Bonnet, tête de liste en PACA

### Marseille

Vendredi 27 novembre à 19h – Château des Fleurs – 16, boulevard Michelet  
Avec Isabelle Bonnet et François Roche (Bouches-du-Rhône)  
et la participation de Nathalie Arthaud

### Île-de-France

#### Nanterre

Vendredi 20 novembre à 18h30  
Salle Joliot-Curie – 15, rue de la Côte-des-Amandiers  
Avec Laurence Viguié (Hauts-de-Seine)

#### Malakoff

Mardi 24 novembre à 18h30  
Maison des Associations  
Avec Laurence Viguié

#### Gennevilliers

Vendredi 27 novembre à 19h – Bourse du Travail – 3 rue Lamartine  
Avec Laurence Viguié





## Grèce : grève générale contre l'austérité

Le 12 novembre, la grève générale en Grèce a été bien suivie, en particulier dans les services publics : les transports en commun, train, tram, métro, bateaux, les établissements scolaires, les hôpitaux publics réduits au service minimum.

À Athènes les manifestations ont rassemblé environ 20 000 personnes, avec trois points de rassemblements : l'un organisé par les fédérations du public (Adedy) et du privé (Gsee), un autre par Pame (syndicat proche du Parti communiste KKE) et un troisième regroupant différents groupes d'extrême gauche et de gauche dont l'Unité populaire, parti récemment constitué par les dissidents de Syriza. Même Syriza, le parti du Premier ministre, avait appelé à la grève. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes, Patras, Heraklion en Crète, et à Thessalonique, deuxième ville du pays, environ 10 000 personnes ont défilé.

Les manifestants ont dénoncé les mesures d'austérité imposées par le troisième plan des créanciers internationaux en échange d'une prétendue aide financière, essentiellement

destinée à renflouer les banques et à payer les intérêts de la dette. Or les mesures adoptées accablent encore plus la population comme les hausses de TVA, le nouvel impôt foncier et l'augmentation de la cotisation santé des retraités.

Mais cela ne suffit pas aux créanciers qui versent des fonds par tranches et ont bloqué le dernier versement prévu de deux milliards « d'aide » et dix milliards pour les banques, faute d'avoir reçu des assurances sur une réforme des retraites et sur les saisies immobilières pour dettes. Avant de recapitaliser les banques, point essentiel à leurs yeux, ils veulent savoir combien elles ont de créances douteuses et comment le gouvernement entend faire payer les propriétaires endettés.

Finalement, le gouvernement aurait proposé un plan de paiement acceptable par les créanciers. Mais qu'en sera-t-il de la



Manifestation à Thessalonique

population ? Plus des trois quarts des Grecs sont propriétaires de leur résidence principale, souvent un héritage familial. Mais combien, dans les couches populaires, sont capables de payer leurs dettes – gaz, électricité, impôts – alors que le chômage touche plus du quart de la population et un jeune sur deux ? Combien de retraités dont la pension, jusqu'à présent, était un apport essentiel, vont pouvoir continuer à aider leur famille ? Près de la moitié d'entre eux ont

désormais des revenus entre 300 et 800 euros par mois. Et pour les futurs retraités, le report de l'âge de la retraite à 67 ans pourrait entraîner une coupe dans les pensions jusqu'à 40 % pour ceux qui partiraient, volontairement ou non, avant 65 ans.

Tsipras déplore d'être obligé de céder aux créanciers, son parti participe aux manifestations, mais pour la population pauvre, pour les travailleurs, la situation empire. Les agriculteurs de différentes régions

se sont donné rendez-vous à Athènes le 18 novembre pour protester contre la réforme de leurs impôts et de leur protection sociale. Les employés du métro ont fait une nouvelle grève le 15 novembre contre la baisse de leurs revenus. Les travailleurs, la population, qui ont participé à de larges mouvements dans le passé, vont devoir reprendre le même chemin contre ce gouvernement, qui applique les mêmes mesures que les précédents.

Sylvie Maréchal

## Suisse : trois jours de grève dans la fonction publique genevoise

Du 10 au 12 novembre, les fonctionnaires du canton de Genève se sont fait entendre par la grève et les manifestations. Le mécontentement était palpable depuis la présentation du projet de budget 2016 en septembre dernier. L'appel des syndicats à une grève reconductible pour obtenir le retrait de ces mesures a donc reçu un bon accueil, d'autant qu'il s'agissait de faire une grève active.

Chaque jour étaient prévus des piquets de grève sur les lieux de travail, une assemblée générale commune des grévistes de tous secteurs et enfin une manifestation.

Bien sûr, avec un taux de chômage bas et des salaires élevés, on parle souvent de la Suisse comme d'un havre de prospérité en Europe. Cela n'empêche pas le patronat de se plaindre : depuis un an que le franc suisse est remonté par rapport à l'euro, ce serait la crise car les entreprises helvètes ne pourraient plus exporter vers la zone euro.

C'est une raison

suffisante pour que l'État consente de nouveaux cadeaux fiscaux aux capitalistes et décide donc de réduire ses budgets, présentant ainsi la note aux travailleurs et aux usagers des services publics.

Dans le canton de Genève, les élus, qui prévoient une ristourne de plus de 400 millions d'euros sur les impôts des grandes entreprises, veulent réduire les dépenses de l'État de 5 %. Concernant la fonction publique, ils ont donc décidé la suppression de 1 800 postes, la facilitation des licenciements et le non-remplacement des départs

à la retraite. Il faut ajouter à ces mesures de nouvelles embauches selon une grille salariale inférieure, une augmentation du temps de travail de 40 à 42 heures hebdomadaires sans augmentation de salaire, le gel des salaires et la baisse des subventions aux associations du secteur social.

Appelée en réponse à ces mesures, la grève a été particulièrement bien suivie dans le secteur scolaire (enseignants et administratifs), mais elle a touché également la justice, la police et les services techniques et administratifs du canton. Dans les hôpitaux, la direction a senti monter la vague et a répondu en mettant beaucoup de personnel en astreinte. Même dans des secteurs moins touchés, comme l'université, de nombreux employés ont tenu à se déclarer grévistes une demi-heure ou une heure par jour pour

marquer leur solidarité avec le mouvement... et participer aux manifestations.

Celles-ci ont rassemblé de 7 000 à 10 000 personnes chaque jour pendant trois jours. Sur des pancartes, on pouvait lire : « Économies à l'État = cadeaux au patronat ». Les cortèges étaient jeunes et dynamiques, tout le monde criant en chœur « Grève, grève, grève et manifestation : c'est ça, c'est ça, c'est ça la solution ! ».

« Tous ensemble ! » était un autre slogan largement repris. D'ailleurs, des étudiants et des lycéens marchaient aux côtés des enseignants et, le mercredi 11 novembre, les fonctionnaires défilaient avec les maçons dont la convention collective est menacée par les patrons du bâtiment. La plus grande artère de la ville a été bloquée par le cortège. On n'avait pas vu ça à Genève depuis plus de vingt ans !

La grève a été suspendue le jeudi 12, mais une nouvelle manifestation a encore eu lieu le lendemain, sous les fenêtres du Conseil d'État. Plusieurs milliers de fonctionnaires se sont fait entendre des élus à coup de sifflets, de casseroles et de crécelles. Au micro, des employés de différents secteurs sont venus dire leur ras-le-bol des classes surchargées, des locaux non nettoyés, des médicaments rationnés pour les patients. Chaque fois qu'une silhouette en costume apparaissait aux fenêtres, la bronca reprenait.

Il n'est pas dit que les politiciens genevois en aient fini avec la colère des fonctionnaires, d'autant qu'un nouvel appel à la grève est lancé pour début décembre.

Correspondant LO

# USA, novembre 1915 : l'exécution de Joe Hill



Joe Hill en 1914

**Il y a cent ans, le 19 novembre 1915, le militant ouvrier américain Joe Hill mourait exécuté par la justice américaine, à la suite d'un procès de droit commun. Mais c'était bien le militant ouvrier qui était visé.**

Né Joel Hägglund en Suède en 1879, Joe Hill avait commencé à travailler dès l'enfance, dans une usine de cordes puis sur une grue à vapeur. En 1902, il émigra aux États-Unis avec son frère Paul, comme des millions d'Européens à cette époque. Il fit alors toutes sortes de métiers, parcourant les États-Unis et le Canada, souvent en s'embarquant dans les trains de marchandises, comme d'innombrables « hobos », les vagabonds du rail d'alors.

C'était une époque de lutte de classe intense. En 1892, un grand patron américain, Henry Clay Frick, avait lancé : « J'ai les moyens d'acheter la moitié de la classe ouvrière pour massacrer l'autre moitié », et fait tirer à la mitrailleuse sur des grévistes.

## Les IWW

En 1910, alors que Joe Hill était docker à San Pedro, le port de Los Angeles, il rejoignit les « Industrial Workers of the World » (travailleurs industriels du monde, IWW), fondés à Chicago en 1905. Surnommés les « Wobblies », ils s'opposaient directement à la principale fédération syndicale, l'American Federation of Labor (AFL) dirigée par Samuel Gompers, très marquée par le corporatisme, et qui refusait d'organiser les ouvriers sans qualification, les travailleurs journaliers ou itinérants, les Noirs ou encore les femmes. Les IWW considéraient au contraire que l'ensemble des travailleurs avaient les mêmes intérêts, quels que soient leur qualification, leur sexe, leur couleur de peau et même leur nationalité.

Partisans d'un « seul grand syndicat », les Wobblies s'implantaient chez les cheminots, dans le textile, chez les bûcherons, ou encore chez les mineurs, avec des militants comme la célèbre « maman Jones ». Comme l'avait dit lors du congrès de fondation William D. Haywood, « Nous allons descendre dans le caniveau pour rejoindre la masse des travailleurs et la porter à des conditions de vie décentes. » Syndicalistes révolutionnaires, ils ne luttaient pas seulement pour améliorer la condition des ouvriers, mais pour leur émancipation.

« La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun », disait le texte fondateur des IWW. « Il ne peut y avoir de paix tant que l'on rencontre la faim et le besoin parmi des millions de travailleurs, alors que la minorité constituée

par la classe des patrons a toutes les bonnes choses de la vie. (...) C'est la mission historique de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme. L'armée de la production doit être organisée, non seulement pour la lutte au quotidien contre les capitalistes, mais aussi pour poursuivre la production quand le capitalisme aura été renversé. »

## Poète, musicien et militant infatigable

Joe Hill devint donc un agitateur itinérant, allant de ville en ville au gré des opportunités d'emploi, pour aider à constituer des syndicats ou à organiser des grèves. Les IWW – et le mouvement ouvrier américain en général – comptèrent de nombreux militants de ce type. Hill avait grandi dans une famille de musiciens et poussait souvent la chanson, trouvant également à l'occasion à s'employer comme pianiste. Musicien et poète, il composa de nombreux chants de lutte qui furent bientôt des classiques. Il

devint le principal auteur dans le carnet de chants de l'IWW, le *Little Red Song Book*, peut-être la publication la plus diffusée de toute l'histoire du mouvement ouvrier américain.

Avec d'autres Wobblies, Joe Hill participa à la révolution mexicaine en 1911, en Basse-Californie, à l'ouest du Mexique. En 1912, il était à San Diego pour une campagne pour la liberté d'expression. Il alla dans l'Ouest canadien organiser une grève d'ouvriers de la construction ferroviaire, avant de revenir à San Pedro participer à une grève de dockers italiens. Il partit ensuite dans l'Utah, où l'IWW organisait les travailleurs du bâtiment.

C'est à Salt Lake City que Joe Hill fut accusé du meurtre d'un épicier et de son fils, en janvier 1914. Aucune preuve de son implication n'existait mais, dans le contexte de la violente campagne menée par les autorités contre les IWW, le procès fut un simulacre. Joe Hill fut condamné à mort et fusillé. Des milliers de

travailleurs participèrent à ses obsèques à Chicago, avant que ses cendres ne soient envoyées aux 600 sections des IWW.

En 1917, la répression s'accrut contre les Wobblies, qui s'opposaient à l'entrée en guerre des États-Unis. Ils furent largement décimés et déclinèrent ensuite, ce qui conforta l'hégémonie de l'AFL jusqu'aux années 1930. Quant à Joe Hill, sa mémoire a été honorée par le mouvement ouvrier américain. Ses dernières lignes, adressées au dirigeant des IWW William Haywood, sont passées à la postérité : « Au revoir, Bill. Je meurs en authentique rebelle. Ne perdez pas de temps à pleurer ma mort, organisez-vous ! »

Michel Bondelet

**Le film Joe Hill (1971) de Bo Widerberg vient de ressortir dans une version restaurée dans plusieurs villes de France le 18 novembre. Bande-annonce : <https://vimeo.com/141991913>**



Un rassemblement des « Wobblies », le 1<sup>er</sup> mai 1917, au cimetière de Mount Pleasant à Seattle, pour commémorer le massacre d'Everett, où des ouvriers grévistes avaient été mitraillés, le 5 novembre 1916. On distingue une bannière « One big union » (un seul grand syndicat) et des journaux des IWW.

## DANS LE MONDE

### Irlande du Nord : les lenteurs de la justice britannique

**Plus de 43 ans après les faits, un ancien militaire britannique vient d'être arrêté en Irlande du Nord pour avoir participé à la tuerie du dimanche 30 janvier 1972 dans la ville de Derry, une date restée dans les mémoires comme le Bloody Sunday, « le dimanche sanglant ».**

Dans cette partie de l'Irlande toujours intégrée au Royaume-Uni, la minorité catholique était victime de discriminations, entre autres dans l'attribution de logements sociaux ou dans le découpage électoral favorable aux unionistes protestants. En outre, depuis plusieurs années, les quartiers catholiques faisaient l'objet d'attaques de milices

unionistes, couvertes par la police ; le gouvernement britannique avait alors décidé l'envoi de troupes prétendument neutres. Ce jour-là, une association militante pour l'égalité des droits entre catholiques et protestants avait appelé à une manifestation pacifique, mais les parachutistes britanniques avaient ouvert le feu sur les manifestants,

tuant treize personnes sur le coup ; une quatorzième allait décéder plus tard des suites de ses blessures.

Une première enquête, menée en février et mars 1972, par un tribunal britannique d'une ville unioniste, avait blanchi totalement l'armée, affirmant que les soldats n'avaient fait que riposter à des coups de feu provenant des manifestants. Cette thèse s'imposa malgré toutes les contradictions, l'accumulation de mensonges ou de témoignages partiels et partiels, puisque ceux des manifestants n'avaient pas été pris en compte.

Les proches des victimes refusèrent de baisser les bras et menèrent une campagne pour l'ouverture d'une nouvelle enquête que le Premier ministre Tony Blair, alors en négociations avec le Sinn Féin, lança en... 1998 – soit 26 ans après les faits ! Il fallut encore attendre douze ans pour qu'un rapport soit publié, en 2010, et établisse que les parachutistes britanniques avaient bien tiré sur des civils désarmés, y compris sur des blessés à terre. Mais si les actes des soldats y étaient dénoncés, les hauts gradés militaires qui avaient commandé ou

couvert ces crimes et, surtout, l'État britannique, principal responsable de par sa politique guerrière menée en Irlande du Nord contre les catholiques, n'étaient pas mis en cause.

L'homme qui vient d'être arrêté est un ancien soldat, qui était âgé de 23 ans lors du massacre et dont il vient donc d'être établi qu'il a bien tiré. Mais il n'était évidemment pas le seul, et il avait reçu des ordres. Condamner un lampiste pourrait bien être une façon de continuer à épargner les responsables.

Marianne Lamiral

## RATP - bus : une grève largement suivie

**Mercredi 18 novembre, une grève des conducteurs de bus RATP de la région parisienne a très fortement perturbé le trafic sur la quasi-totalité des lignes.**

La grève avait été appelée, à l'origine, par quatre syndicats : CGT, UNSA, FO et SUD. Mais le drame du 13 novembre l'avait remise en question. Le 14 novembre, le communiqué d'un responsable, le secrétaire général de l'union des syndicats CGT-RATP, annonçait la levée du préavis de grève, car, d'après lui, « l'heure (était) à l'unité nationale ». Sous ce prétexte il aurait fallu tout arrêter et renoncer à exprimer la colère des machinistes. L'annonce de l'annulation de toute manifestation et du rassemblement des grévistes prévu à la direction de la RATP allait dans le même sens.

D'eux-mêmes, des machinistes émus et touchés par la tuerie se posaient des questions et hésitaient sur le fait de faire ou de ne pas faire grève. Mais le mécontentement est tel dans les 23 dépôts de l'Île-de-France que la volonté d'en découdre avec la direction de la RATP a été plus forte.

Devant les remontées venant de tous les dépôts qui voulaient y « aller », et qui considéraient que se mettre en grève ce jour-là ne serait pas faire preuve d'indifférence ou de mépris

envers les victimes des attentats, le préavis de grève a finalement été maintenu par la CGT, SUD et FO.

Déjà le 15 octobre une grève avait été massivement suivie à près de 90 % au dépôt de Thiais. Ce succès témoignait de la colère des travailleurs qui ne supportent plus la dégradation de leurs conditions de travail. Même si leur directrice osait dire qu'ils sont en sureffectif, le manque de personnel est réel et chaque jour il manque des bus sur des lignes.

Les temps de parcours sont infaisables, les bus toujours en retard, et les passagers excédés par les attentes et les bus bondés ou mis en service partiel. La suppression de 250 postes à la régulation amène une irrégularité du service sans précédent. Tout cela a fait que la grève a été un succès.

Une autre grève avait eu lieu à la fin du mois d'octobre au dépôt de Bagneux-Montrouge suivie, elle, à 35 %. Il s'agissait de défendre un machiniste menacé de licenciement pour une prétendue faute, alors qu'on lui avait craché dessus. Des problèmes de circulation, les sanctions qui en découlent, le flicage,



Au dépôt de Thiais, le 18 novembre.

les licenciements, ont fini par exaspérer les conducteurs de bus, qui ont obligé la direction à revenir sur le licenciement. Mais notre camarade a eu tout de même deux mois de mise à pied sans salaire.

Ces deux grèves ont été vécues comme des succès, surtout celle de Thiais. Très vite l'information a circulé que les machinistes de ce dépôt étaient décidés à remettre cela, convaincus qu'une journée de grève dans un seul dépôt ne pourrait pas faire reculer

la RATP et son donneur d'ordres, le STIF.

La direction a usé de tous les stratagèmes pour casser le dernier mouvement, celui du 18 novembre. Elle a fait afficher dans les terminus et les dépôts de bus le premier communiqué CGT sur la levée du préavis, et a menacé d'absence illégale ceux qui seraient grévistes. On n'avait jamais

vu la direction imprimer autant de fois un communiqué CGT.

Malgré ces manœuvres, les conducteurs de bus ont été nombreux à être en grève dans les 23 dépôts. Ils ont montré qu'ils entendaient bien se faire entendre, et que « l'union nationale » ne les ferait pas taire.

Correspondant LO

## Saint-Barthélémy – CHU d'Angers : en grève pour les effectifs

**Depuis le mardi 3 novembre, l'ensemble des travailleurs du DSSSLD (Département de soins de suite et de soins longue durée) est en grève reconductible pour obtenir des effectifs supplémentaires.**

Ce service, situé à St-Barthélémy d'Anjou, à une dizaine de kilomètres d'Angers, compte 220 lits et 280 salariés y travaillent, correspondant à 174 temps pleins. Depuis des années, les conditions de travail se dégradent et une énième « restructuration » a encore aggravé la situation. Celle-ci est intenable quand deux ou trois travailleurs en tout et pour tout doivent s'occuper de 40 patients avec toilette, ou bien quand ils se retrouvent seuls pour faire manger six patients en 30 minutes !

Un préavis de grève a été déposé à partir du 3 novembre, signé par l'ensemble des syndicats. Les revendications portent sur

les effectifs, la demande étant de dix postes supplémentaires et la création d'un pool de remplacement. Les travailleurs demandent également à bénéficier des mêmes périodes de vacances que le reste du CHU.

Le DRH qui a reçu les grévistes le premier jour de grève n'a fait que des propositions mineures et inacceptables. Les salariés en colère ont donc quitté la salle et décidé de la poursuite de la grève.

Chaque matin à 11 h se tient une assemblée générale pour décider de la poursuite de la grève, s'organiser et mener les actions : rédaction du compte rendu de grève journalier,

diffusion dans tous les services de l'hôpital, banderoles, pétitions...

La direction générale a fixé un rendez-vous mardi 10 novembre, où elle n'a fait aucune nouvelle proposition. Les travailleurs ont été choqués de cette attitude, qu'ils ont ressentie comme méprisante, et ils sont déterminés à ne pas céder.

À l'issue de cette réunion, l'assemblée générale du 12 novembre a décidé de poursuivre la grève, et les syndicats ont déposé un préavis de grève pour l'ensemble du personnel du CHU pour le mardi 17 novembre. Les soutiens des autres services sont nombreux, mais le meilleur soutien serait en effet que tous ceux des autres services du CHU se mettent eux aussi en grève. Car les problèmes sont les mêmes partout.

Correspondant LO

## CSG dégressive : une mesure de façade

Les députés ont adopté jeudi 12 novembre l'amendement Ayrault visant à instaurer une CSG (contribution sociale généralisée) dégressive pour les plus petits salaires. Proposé par l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, l'amendement a été soutenu par 160 députés socialistes qui l'ont présenté comme une véritable « réforme de gauche, un signal en direction des catégories populaires, un signal de justice, un signal de solidarité nationale ».

Ce n'est bien sûr pas un hasard si cet amendement est présenté à quelques semaines des élections régionales.

Cet amendement propose de verser, à partir de 2017, une fraction de la future prime d'activité devant être mise en place en janvier 2016 sous forme de CSG dégressive pour les salaires inférieurs à 1,3 smic. Son vote représente peut-être une victoire personnelle pour Ayrault face à Valls qui a

exprimé son opposition à cette réforme. Elle représente aussi une victoire symbolique des frondeurs qui ont trouvé là un cheval de bataille alors qu'ils s'étaient faits discrets ces derniers mois. Mais les classes populaires, elles, n'y ont rien gagné. « Il n'y aura pas un euro de plus pour les salariés » a souligné un député PS. Pire, pour certains cela pourrait même se traduire par une hausse d'impôts puisque la CSG est en partie déductible de leur revenu imposable.

On ne sait si cette mesure sera finalement adoptée, étant donné le peu d'enthousiasme de la part du gouvernement. Mais, de toute façon, le seul objectif des députés était de faire une opération publicitaire en vue des élections. Tentative désespérée car il est difficile de convaincre les travailleurs que leurs impôts baissent alors qu'ils augmentent !

David Marcil

## Renault – Flins : intérimaires en colère

**Sur environ 4 000 travailleurs sur le site Renault de Flins, dans les Yvelines, la majorité des ouvriers de la production – 1 756 sur 3 100 environ – sont intérimaires. Il n'est donc pas étonnant que le débrayage de plusieurs centaines d'entre eux, vendredi 13 novembre au matin, ait lourdement perturbé la sortie des véhicules Clio 4 et Zoe.**

Depuis des années, la direction à l'usine de Flins n'embauche plus. En 2015, à l'entendre, on allait voir ce qu'on allait voir avec le lancement de la production de la Nissan Micra. Mais la centaine d'embauches prévues, déjà très insuffisante pour compenser les centaines de départs, n'est toujours pas effective. C'est aux travailleurs intérimaires, qui n'ont jamais été aussi nombreux à Flins, que les postes les plus durs sont réservés. Dans le même temps, la direction tente de jouer sur la précarité des missions en avançant la possibilité d'embauches. Mais le leurre ne dure qu'un temps, et les intérimaires qui seraient tentés se rendent compte qu'ils n'ont en réalité aucune chance d'être un jour embauchés. La direction a pris bien soin de préciser qu'il fallait pour cela des diplômes que la grande majorité n'a pas. En même temps, elle fait tout pour que les payes soient le plus légères possibles, en baissant la qualification à l'embauche et en empêchant toute évolution du salaire

par le jeu des coefficients bloqués.

C'est pourquoi, depuis des mois, les travailleurs intérimaires protestent contre les nombreux problèmes sur leur paye. De prétendues erreurs aboutissent toutes comme par hasard à amputer des salaires déjà maigrelets. Heures supplémentaires non enregistrées, samedis travaillés non comptabilisés, primes de nuisance, douche ou travail de nuit non versées, contrat qui se fait attendre ou erroné, les « oublis » des chefs Renault se traduisent toujours en négatif sur les feuilles de paye des sociétés d'intérim.

Le 12 novembre au soir, date où leur feuille de paye leur était remise, les intérimaires de l'équipe de nuit ont constaté une fois de plus de multiples manquements malgré les promesses de Renault et de leur société d'intérim. De plus, leur salaire était amputé du prélèvement du transport par car... alors que Renault n'assure aucun transport collectif pour l'équipe de nuit.

Plus durait la lecture de

la feuille de paye, plus le mécontentement montait. Les chefs tournaient sans oser tenir cette fois leur discours menaçant habituel : il convenait de se mettre au travail ou de se déclarer en grève ! En fin de soirée, des représentants des entreprises d'intérim sont venus, persuadés cette fois encore de s'en sortir par la parlotte. C'était peine perdue : comme rien de concret ne se présentait, le travail n'a pas repris et les travailleurs intérimaires de l'équipe du matin, à leur tour, se sont retrouvés, discutant par petits groupes, à passer de secteur en secteur.

Des embauchés Renault se sont joints à eux, et, de fait, ce sont environ 350 travailleurs intérimaires qui ont arrêté la production le vendredi 13, soutenus par une centaine d'embauchés. Tant et si bien que la direction se plaint d'avoir perdu 500 véhicules.

Les travailleurs intérimaires ont établi une liste de revendications portant notamment sur le paiement complet de leurs heures, la possibilité de vérifier celles-ci, le passage automatique au coefficient prévu, le paiement des primes « Flins Plus » et intéressement versées aux

embauchés, le versement de l'allocation de fin d'année avant les fêtes, comme pour tous et non en janvier. Ils ont exigé des réponses et, même s'ils ont repris le travail après le week-end, ils restaient mobilisés.

Les travailleurs intérimaires viennent de rappeler à la direction, avec le seul langage qu'elle est capable de comprendre, que le minimum pour qu'ils viennent à l'usine, c'est quand même d'être payés, et aussi qu'ils n'hésitent pas à réagir, malgré toutes les pressions possibles du fait de leur statut précaire.

**Correspondant LO**



Rassemblement des intérimaires le 13 novembre sur le parking.

## PSA Sochaux : une présélection digne du 19<sup>e</sup> siècle

**Le 12 novembre, la direction de Peugeot Sochaux a organisé ce qu'elle appelle « un job dating intérimaire », c'est-à-dire rien moins qu'une présélection aux portes de son usine comme les patrons le faisaient, naguère, quand ils choisissaient ceux qu'ils voulaient faire travailler et ceux qu'ils laissaient dehors.**

Pour début 2016, la direction prévoit de refaire passer en équipe complète la production des véhicules Peugeot 3008, 5008 et la Citroën DS5 alors que, dans cette même équipe, elle a renvoyé 300 intérimaires au chômage en septembre, en mettant en demi-cadence sa production.

Aujourd'hui, elle claironne qu'elle « embauche » 300 intérimaires. Parler d'embauches fait peut-être bien dans le décor, mais le patron se paie de mots. Des intérimaires l'ont d'ailleurs exprimé en disant à la sortie : « Si j'ai de la chance je serai pris. » Mais ce n'est pas une question de chance.

Dans ce système où le moteur est le profit, PSA,

comme les autres patrons, sélectionne et cela va de pair avec l'existence d'un volant de chômeurs. Des intérimaires qui se sont

présentés à la porte de l'usine auront dû attendre une heure et demie la navette qui devait les emmener pour transmettre leur CV, mais l'attente était sans doute un des critères de sélection !

Depuis 2012, PSA n'embauche plus d'intérimaires à la fin de leur contrat, tout en continuant ses plans de suppressions d'emplois,

de transferts et de ventes d'activités. Les ateliers de fabrication de l'usine ne comptent plus que 2 800 ouvriers embauchés mais il y a en plus 1 400 travailleurs intérimaires. Le patron prend les intérimaires puis les rejette au chômage, les uns après les autres, et au final ceux qui restent sont en butte aux rythmes de travail et aux cadences plus

intenses parce qu'ils sont moins pour fabriquer des voitures.

Du travail, il y en a. Il est possible de mettre fin à la précarité et de répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Cela ne viendra ni des patrons ni du gouvernement, et seule la lutte collective des travailleurs pourra l'imposer.

**Correspondant LO**

## Apprentissage : parcours difficile, emploi incertain

Depuis début septembre 2015, et pour deux ans, Peugeot a recruté des apprentis qui suivent une formation en alternance avec des cours en centre de formation et des périodes de travail dans les ateliers de l'usine à Sochaux pour apprendre des métiers comme, entre autres, celui de moniteur ou de conducteur d'installation.

En deux ans, les apprentis espèrent décrocher un CAP voire une embauche.

Ceci dit, le recrutement d'apprentis est une aubaine pour le patron puisqu'il est exonéré de charges sociales et bénéficie d'un crédit d'impôt s'il emploie un apprenti au moins un mois.

Ces jeunes travailleurs ont parfois quitté leur région, leurs études, avec l'espoir que cet apprentissage serait un plus pour eux. Lors des cours au centre de formation, des représentants de l'usine

leur expliquent qu'ils peuvent obtenir un CAP d'ouvrier qualifié mais que pour l'embauche rien n'est moins sûr. Pour être moniteur, par exemple, il faut apprendre les opérations de cinq postes différents et pouvoir tenir les cadences de chacun d'eux. Une fois dans les ateliers des apprentis en feront d'ailleurs l'amère expérience, ils sont renvoyés du jour au lendemain, sous prétexte qu'ils ne font pas

l'affaire, et, parce qu'il n'y a pas de délai, de part et d'autre pour mettre fin à l'apprentissage. Après quelques mois, d'autres partent n'en pouvant plus des tâches répétitives et des cadences.

Au final, cette expérience de l'exploitation capitaliste leur montre qu'avec les patrons, même si cela ne leur coûte pas, rien n'est jamais garanti.

**Correspondant LO**

## Autobus Artésiens : la colère des chauffeurs

Depuis le lundi 9 novembre, une cinquantaine de salariés sur les 234 des Autobus Artésiens qui desservent la région de Béthune débrayent avec deux syndicats, la CGT et l'UNSA, de 5 heures à 9 heures tous les jours. En fait, les chauffeurs se battent pour dénoncer les horaires et pour imposer des choses qui sont prévues dans le Code du travail et même dans la Convention collective.

Leur slogan est : « On en a marre d'être des vaches à lait ! » Les salaires vont de 540 euros à 1 200 euros et les heures supplémentaires ne sont pas majorées. « Quand on a un temps

complet, on est pris de 6 heures du matin à 20 heures pour 1 200 euros par mois. On doit aussi laver les bus, mettre du carburant, prendre en charge le client... et tout ce temps n'est

pas rémunéré », explique le délégué CGT. Conduire un bus scolaire implique aussi une responsabilité vis-à-vis des enfants. Les bus manquent d'entretien, de climatisation ou de chauffage par exemple, manquent d'éclairage, il n'y a pas assez de mécaniciens pour les réparer...

L'autre scandale est que de nombreux salariés sont CPS, c'est-à-dire qu'ils sont en CDI mais sur des contrats partiels scolaires et ne gagnent que

540 euros par mois, parfois un peu plus, qu'ils doivent compléter avec le RSA. Ils restent sur le lieu de travail, ayant de grandes amplitudes horaires, et ils ne peuvent pas forcément rentrer chez eux entre les entrées et les sorties des établissements scolaires ; mais ces temps ne sont pas payés.

La situation est d'autant plus scandaleuse que le propriétaire est un des premiers groupes de transport en commun du monde :

Transdev, qui appartient à 50 % à Veolia. Rien que l'an dernier, le groupe a touché 45 millions d'euros de CICE, sans rien changer bien sûr à la précarité qui règne dans l'entreprise.

Cette grève entraîne de fortes perturbations et, pourtant, elle fait naître une solidarité certaine des usagers vis-à-vis des grévistes. Les travailleurs qui galèrent trouvent leurs revendications très justes.

Correspondant LO

## Toyota-Onnaing : profits et exploitation record

La direction du groupe Toyota affiche de nouveau des profits record. Avec 9,5 milliards d'euros en six mois, d'avril à septembre 2015, ils sont en hausse de 12 %... avec une vente de voitures en baisse.

Certains journaux économiques parlent du « paradoxe Toyota ». Ils évoquent le taux actuellement intéressant de la monnaie japonaise (le yen), qui a tendance à faire monter les profits du groupe. Ils évoquent aussi la mise en commun de composants entre différents véhicules et le fait d'avoir « poussé » le taux d'activité des usines... Tout cela compenserait, et au-delà, la baisse des ventes de 200 000 véhicules par rapport à la même période de 2014. Et ce que les journalistes économiques disent en des termes feutrés, les 4 000 travailleurs de l'usine Toyota à Onnaing dans le Nord, qui

fabriquent la Yaris, le comprennent bien plus directement, dans leurs muscles et leur chair. C'est l'exploitation que Toyota « pousse » à son maximum.

Tout au long de l'année, la direction de l'usine a multiplié les attaques contre les salariés : postes de travail supprimés dans tous les ateliers, overtime (heures supplémentaires obligatoires) très fréquent, samedis matins ou dimanches de nuit travaillés, mais aussi sanctions contre des travailleurs ou des délégués pour des prétextes grossiers, futiles ou mensongers...

Depuis octobre, la direction a de nouveau augmenté

la production, mais pas le nombre des postes de travail en proportion. Les charges de travail ont donc encore augmenté, comme à chaque réorganisation, que ce soit pour augmenter ou pour diminuer la production !

Les pannes et casses de machines ont été très fréquentes et les accidents sont plus nombreux, et plus graves. Aux presses, il y a eu plusieurs chutes de charges ou dysfonctionnements des ponts roulants et s'il n'y a pas eu de blessés c'est un pur hasard car nombre de ces accidents auraient pu avoir des conséquences mortelles.

Ce qui est en cause est la course aux profits maximum. En effet, dernièrement, si les ponts roulants ont lâché leur charge ou sont devenus incontrôlables, c'est parce que la direction n'a pas voulu payer

l'entreprise compétente pour installer les cartes électroniques commandant leurs mouvements. Elle l'a fait faire en interne, pour faire des économies.

Un peu partout dans l'usine, pour arrêter la production le moins possible et pour économiser sur les pièces de rechange, les réparations sont faites à la va-vite, avec des bouts de ficelle et de scotch, et ce n'est pas une image mais la réalité.

Lorsque les mauvaises conditions de travail, de sécurité, et la fatigue causent des accidents, il est de plus en plus difficile pour les ouvriers de se déclarer en accident de travail. Non seulement les pressions directes sont devenues le lot commun, mais depuis plusieurs mois, la direction de l'usine refuse carrément de donner les papiers d'accident de travail, et donc de

les déclarer. Elle le revendique officiellement en réunion de Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT), malgré les rappels à la loi de l'inspection du travail. Ainsi, en réponse à un salarié, pourtant délégué du personnel, qui réclamait à juste titre ses papiers d'accident de travail, malgré la présence du contrôleur de la Carsat ce jour-là dans l'usine, qui a lui aussi rappelé à un membre de la direction que c'était la loi, ce directeur a affirmé que Toyota faisait « un autre choix »... et n'a toujours pas déclaré cet accident de travail !

Une partie des travailleurs en a plus qu'assez, et ne se laisse pas avoir par les mensonges de la direction. Cela ne se traduit pas pour l'instant par des réactions collectives. Mais l'arrogance de la direction finira par les provoquer.

Correspondant LO

## Accident de TGV : on tape d'abord sur le lampiste

Samedi 14 novembre, un TGV d'essai a dérailé à Eckwersheim, près de Strasbourg, faisant 11 morts et 42 blessés, dont certains très gravement. Les principales victimes de cette catastrophe ferroviaire sont des cheminots qui travaillaient dans le train. Ils étaient chargés d'effectuer pendant le voyage-test des mesures de vitesse du train, sur le comportement des caténaires ou des voies, pour préparer l'ouverture d'une nouvelle ligne à grande vitesse entre Paris et Strasbourg. Cet accident a aussi frappé certains des « invités » qui étaient à bord du train, mais les quatre enfants présents n'ont été que légèrement blessés.

Avant même que

l'enquête ne débute sur les raisons du drame, le directeur de cabinet du préfet d'Alsace a parlé de « vitesse excessive » pour expliquer le déraillement, avançant le chiffre de 360 km/h. Mais les TGV d'essai sont justement faits pour tester de telles « survitesses ». Les voyages-tests se succèdent, avec une montée progressive de la vitesse, jusqu'à atteindre la vitesse maximum autorisée (320 km/h) à laquelle on ajoute 10 %, donc jusqu'à... 360 km/h. Quelques jours plus tard, on a enfin entendu la version du mécanicien qui conduisait le train, qui a affirmé au contraire ne pas avoir dépassé 160 km/h sur cette portion limitée à 176 km/h. Par ailleurs, un cheminot présent sur le chantier au

moment de l'accident a déclaré avoir vu l'avant du train se cabrer, se projeter. Pour le moment, la cause de l'accident est donc inconnue et il n'y a aucune raison d'accuser le lampiste.

Guillaume Pepy, le président de la SNCF, n'a pas repris à son compte cette accusation hâtive de survitesse, mais il s'est empressé de rejeter sur d'autres la responsabilité d'avoir fait monter des « invités » dans le train, affirmant qu'« il s'agissait d'une circulation technique, pas d'une circulation touristique ». Quelle hypocrisie ! Tout le monde sait à la SNCF que ces « invitations » sont fréquentes, et pratiquées par la hiérarchie elle-même. Elles peuvent concerner des salariés du chantier, des cheminots,



des cadres, et parfois leurs enfants, des officiels ou des personnes ayant des relations bien placées à la SNCF. Là encore, cette déclaration n'était qu'une façon de se dégager de toute responsabilité au détriment des cheminots qui travaillaient

dans le train.

Face à un tel drame, les cheminots ont d'abord tenu à exprimer toute leur solidarité avec les victimes. Cela n'a pas été le cas des hauts responsables du gouvernement et de la SNCF.

Correspondant LO

# Air France : les licenciements ne doivent pas passer !

**Jeudi 12 novembre la direction d'Air France a annoncé le licenciement pour « faute lourde », c'est-à-dire sans préavis ni indemnités, de quatre travailleurs qui avaient été mis en garde à vue après le rassemblement du 5 octobre. Un cinquième travailleur, délégué du personnel, devait passer devant un comité d'entreprise extraordinaire de la DGI (Direction générale de l'industrie) vendredi 20 novembre pour être également licencié. Ces annonces ont immédiatement suscité la colère dans les ateliers, notamment à Roissy où ces travailleurs sont employés.**

Dans la nuit du 12 au 13 novembre, des débrayages ont eu lieu spontanément. Ils se sont répétés toute la journée du 13, dans l'équipe du matin et dans celle de l'après-midi. Il y avait moins de présents qu'habituellement à cause du pont du 11 novembre, mais à la DGI et au Fret, la majorité des présents ont débrayé au moins quelques heures, au total entre 200 et 300 personnes. À ce moment, il était évident pour tout le monde que la mobilisation prévue jeudi 19 novembre à l'occasion du Comité central d'entreprise (CCE) devait être réussie.

Mais l'état d'urgence décrété par le gouvernement à la suite des attentats du vendredi 13 novembre a changé la donne. Lundi 16, l'intersyndicale a fait le choix d'annuler la journée de grève et le rassemblement devant le CCE prévu pour le 19. Mais pourquoi, au nom de l'état d'urgence, faudrait-il mettre de côté la défense de travailleurs qui

vont se retrouver sans ressources, alors même que leurs camarades d'atelier ont su spontanément exprimer leur soutien ? Et au nom de la prétendue « unité nationale », comment oublier que la direction veut supprimer presque 3 000 emplois ? La direction, elle, ne change pas ses plans. Pas plus aujourd'hui qu'hier, elle n'imagine de prendre sur ses profits, qui ont explosé ces derniers mois, ni de revenir sur les licenciements.



Manifestation des salariés d'Air France contre les mises en garde à vue.

Heureusement, à Roissy et à Orly, des militants syndicaux, notamment de la CGT, de SUD et de FO, ont décidé d'appeler à des débrayages pour le 19 et aussi pour le 20 novembre, jour de la convocation pour licenciement du délégué du personnel par la DGI.

Même si l'intersyndicale démobilise au moment où la direction attaque, les militants à la base et les travailleurs dans les ateliers doivent répondre comme il se doit. Après la journée du 19 novembre, il y aura encore la grève et la mobilisation prévue

le 2 décembre à l'occasion de la convocation des mêmes cinq travailleurs cités à comparaître devant le tribunal de Bobigny. Les attaques de la direction appuyée par le gouvernement, ne doivent pas passer !

**Correspondant LO**

## Paris 11 et 20 : les postiers sous le choc

Samedi 14 novembre, au lendemain des attentats, les postiers du Centre de distribution du courrier des 11e et 20<sup>e</sup> arrondissements sont arrivés au travail de 5 heures à 6 h 45. Alors que certains d'entre eux avaient été témoins des attentats ayant ensanglanté le 11e arrondissement, où se trouvent le Bataclan et plusieurs des

restaurants attaqués, tous étaient choqués. Dehors, la police et l'armée quadrillaient le quartier. Le gouvernement et les médias évoquaient l'état d'urgence, et il était recommandé de ne sortir qu'en cas de nécessité absolue.

Cela n'a pas empêché le directeur du centre de demander aux postiers de partir en tournée et

de distribuer le courrier, comme si de rien n'était ! Le sentiment d'insécurité partagé par la majorité faisait dire à tous qu'il n'en était pas question. À quoi le directeur a répondu, sans rire : « la vie continue ». Et d'invoquer le service public, sur lequel il s'assoit en général.

Oui, la vie doit continuer, mais encore faut-il

que le moment soit venu. Les postiers, choqués, ont été nombreux à refuser de partir en tournée, faisant valoir leur droit de retrait. Et on comprend que, dans cette situation d'après attentats, ils n'avaient pas souhaité aller arpenter les rues comme si rien ne se passait.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Pour les malvoyants**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) Dépôt légal novembre 2015.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin - Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

# Calais : la situation des réfugiés empire

La nuit du 13 au 14 novembre, la nuit des attentats de Paris, une partie de la « Jungle », le bidonville de Calais où vivent les réfugiés, a brûlé, suscitant les pires rumeurs.

Cet incendie accidentel s'est propagé facilement aux tentes et cabanons, à la faveur d'un vent violent, et a laissé ses habitants encore plus démunis. Les policiers présents ont bouclé le périmètre et ont vérifié que personne n'était resté bloqué à proximité de l'incendie. « On se prend à rêver que le rôle des fonctionnaires soit effectivement de veiller à la sécurité des personnes », a dit un militant humanitaire.

Mais, à Calais, le déploiement policier, renforcé depuis la venue du ministre de l'Intérieur Cazeneuve, est avant tout là pour la répression. Les pouvoirs publics se sont vantés d'avoir fait baisser le nombre d'habitants de la Jungle de 6 000 à 5 000. Pour désengorger Calais, le ministre avait proposé aux volontaires des centres de répit, censés leur donner un temps de repos et de réflexion pour qu'ils choisissent de demander l'asile en France. Mais ces lieux improvisés se révèlent être des endroits fermés et isolés, sans aucun accompagnement ni perspective, et le nombre de volontaires pour partir s'est vite tari.

Alors, pour remplir les quotas, des migrants ont été

raflés au hasard. Des cars les embarquent de force ; ils sont séparés parfois de leurs enfants, expédiés en centres de rétention à l'autre bout du pays ; certains ne donnent plus de nouvelles, renvoyés dans leur pays ou dans le pays traversé où ils ont en premier subi un contrôle d'empreintes. La plupart sont relâchés, puis reviennent à Calais, parfois plusieurs fois.

Les mesures d'ordre sanitaire décidées par le ministre sont dérisoires et sans effet immédiat. Or, avec le froid et la pluie, et l'hiver qui approche, l'insalubrité ne fait qu'augmenter et multiplier les maladies, qui sont les maladies de la misère et de la précarité, la gale, les dermatoses, auxquelles s'ajoutent les traumatismes et le stress.

À la télévision, le responsable de Médecins du Monde, Jean-François Corty, a stigmatisé l'attitude des pouvoirs publics qui ne répond pas à l'urgence de la situation : « Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants vivent dehors ; si la sixième puissance du monde qu'est la France doit mettre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pour les



L'incendie dans la Jungle.

mettre à l'abri, nous n'avons pas la même conception de l'urgence ». La réponse de l'État est tombée vendredi 13 novembre : il fait appel de sa condamnation à aménager la Jungle, décision de justice qui lui enjoint d'y ajouter des robinets et des latrines, et d'identifier les jeunes isolés. L'État estime que la situation des migrants « ne résulte pas d'une carence » de sa part !

Ainsi le gouvernement socialiste laisse pourrir une situation inextricable. À force d'avoir multiplié barrières et contrôles en tous genres, il a rendu quasi hermétique le passage entre France et Angleterre, et la chance de passer s'amoin-drit de jour en jour. Après un parcours de milliers de kilomètres, à deux pas de la Grande-Bretagne où ils ont souvent de la famille ou des amis, les migrants sont

condamnés à croupir dans cette impasse qu'est devenu Calais.

Trois nuits de suite entre le 8 et le 11 novembre, CRS et migrants se sont affrontés aux abords de la Jungle, les gaz lacrymogènes répondant aux jets de pierre. Les migrants bloquaient la rocade portuaire afin de créer un bouchon leur permettant de grimper dans les camions à destination de l'Angleterre. Interviewé, le porte-parole du ministère de l'Intérieur a reconnu la « détresse des réfugiés... qui n'ont plus de solution ». Mais pour expliquer leurs offensives nouvelles contre la police, point n'est besoin, comme il l'a fait, d'aller chercher une prétendue manipulation d'activistes. Quant aux passeurs incriminés, ils n'existeraient pas si les réfugiés pouvaient passer librement.

C'est d'abord le désespoir des migrants, qui veulent passer coûte que coûte, qui les pousse à ces affrontements et ce sont les États français et britannique les responsables de cette violence.

Il faut ajouter que les attentats de Paris ont encore tendu l'ambiance dans la Jungle. Les réfugiés de Calais ont souvent fui des horreurs similaires perpétrées dans leur propre pays et ils étaient nombreux à dénoncer le carnage avec les bénévoles, affirmant leur solidarité avec les proches des victimes. Mais en même temps, ils ne peuvent que ressentir la pression qui les entoure, et craignent d'être assimilés aux terroristes, comme le font certains commentaires émanant de la droite ou de l'extrême droite.

Correspondant LO

## Délit de solidarité

Le 24 octobre, à Calais, à un contrôle au passage en Grande-Bretagne, des douaniers français ont découvert, cachée dans une camionnette, une enfant afghane âgée de 4 ans, Bahar. La petite fille a été aussitôt reconduite dans la « Jungle » de Calais. Le conducteur, Rob Lawrie, un Anglais de 49 ans, est accusé par la justice française d'« aide au séjour illégal ».

Rob Lawrie travaillait comme bénévole humanitaire à Calais depuis plusieurs semaines. Suite aux demandes répétées du père de la fillette, un Afghan

menacé par les talibans dans son pays et coincé, lui aussi, dans la Jungle, il avait accepté d'emmener Bahar clandestinement en Angleterre, où elle a de la famille. Comme il l'a expliqué : « Je ne pouvais pas laisser Bahar une nuit de plus dans cet endroit horrible ».

Rob Lawrie sera jugé à Boulogne-sur-Mer le 14 janvier et encourt une peine de cinq ans de prison et 30 000 euros d'amende. Pourtant son seul délit aura été d'avoir manifesté un geste d'humanité élémentaire.

Julie Lemée

## Liberté de circulation et d'installation ! Manifestation de solidarité avec les migrants

Les attentats qui, après s'être multipliés au Proche-Orient, touchent maintenant la France ne sont qu'un aspect des conflits en cours, de la Méditerranée à l'Afrique. Ils entraînent et continuent à entraîner la fuite de centaines de milliers de réfugiés qui se pressent aux portes de l'Europe, fuyant les guerres et la misère.

La solidarité des travailleurs de ce pays doit leur être affirmée.

Lutte ouvrière s'associe à la manifestation appelée par de nombreuses organisations dont le NPA, le PCF, le Parti de Gauche.

**Dimanche 22 novembre  
à 15 heures à Paris,  
de la place de la Bastille  
à la place de la République**  
<http://paris.demosphere.eu/rv/42815>

## Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat.

C'est à eux que nous faisons appel pour verser à notre souscription.

Merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

**Association de financement du parti Lutte ouvrière.**

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE**

– BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.

Merci d'indiquer lisiblement **vos nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an et par personne, et à **condition qu'ils soient versés par chèque**,

donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le

30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.